



Crise sanitaire : plus durement touchée pendant le confinement, l'économie francilienne se redresse ensuite moins vite qu'à l'échelle nationale

L'économie francilienne a terminé l'année 2019 sur une tonalité positive, avec de nombreux indicateurs économiques bien orientés. Mais la crise sanitaire a complètement bouleversé le paysage économique régional, de nombreux secteurs d'activité ayant été mis à l'arrêt. De par son orientation économique, l'Île-de-France a été particulièrement touchée dans les secteurs de la construction, du tourisme et de l'industrie, notamment dans l'automobile et l'aéronautique. Depuis la fin du confinement, la reprise est également plus difficile que dans d'autres régions, sans doute en raison de la dépendance aux marchés étrangers, aux activités culturelles et de loisirs et au tourisme.

Cécile Le Fillâtre, Jean-Philippe Martin (Insee), Danièle Koubi (Banque de France)

Fin 2019, la plupart des indicateurs économiques sont au vert en Île-de-France...

En 2019, près de 92 000 emplois salariés ont été créés en Île-de-France, une progression plus forte qu'au niveau national (+ 1,6 % contre + 1,1 % en France hors Mayotte). Fin 2019, le taux de chômage s'est établi à 7,1 % de la population active, son plus bas niveau depuis début 2009. Le taux moyen de rentabilité nette (*Sources - Définitions*) approchant les 4 % en 2019, les entreprises franciliennes ont conforté leur rentabilité.

Avec au total 244 000 créations d'entreprises, dont la moitié relève du statut de micro-entrepreneur, la dynamique entrepreneuriale a été vive, principalement dans les services aux entreprises, le commerce, les transports (notamment les taxis) et l'hébergement-restauration. Le nombre des défaillances d'entreprises a baissé au même rythme en Île-de-France (- 5,1 %) qu'en France (- 5,2 %).

... portés par la vigueur des domaines de spécialisation de la région

À l'échelle des secteurs d'activité, des recrutements importants ont été réalisés dans le tertiaire marchand hors intérim et dans la construction. Pour la première fois depuis sept ans, l'industrie a renoué en 2019 avec les créations d'emplois grâce notamment à l'agroalimentaire.

Les performances financières des entreprises franciliennes se sont accrues, notamment celles des services aux entreprises qui ont enregistré un taux de rentabilité nette (6 %) supérieur à la moyenne régionale. De très bons taux de rentabilité ont été observés également pour les entreprises de la construction (5 %) et celles du secteur industriel (4 %). En revanche, dans le commerce de détail et dans l'hôtellerie, le niveau de rentabilité est resté faible, pénalisé notamment en fin d'année par les mouvements sociaux.

Malgré les grèves de fin d'année, l'économie touristique francilienne a bénéficié d'une conjoncture internationale favorable, dans la continuité de 2017 et 2018. La fréquentation hôtelière est restée particulièrement importante, avec 70,7 millions de nuitées. Au sein de la région, Paris a concentré près de 65 % des nuitées des non-résidents.

Malgré les grèves de fin d'année, l'économie touristique francilienne a bénéficié d'une conjoncture internationale favorable, dans la continuité de 2017 et 2018. La fréquentation hôtelière est restée particulièrement importante, avec 70,7 millions de nuitées. Au sein de la région, Paris a concentré près de 65 % des nuitées des non-résidents.

Une crise sanitaire entraînant un choc économique et social d'ampleur inédite au premier semestre 2020

Tout comme en France, la crise sanitaire a affecté l'économie francilienne dès la fin du premier trimestre, période à partir de laquelle l'Île-de-France a appliqué, comme le reste du pays, les mesures de confinement général. Avec plus de 100 000 emplois détruits au premier trimestre 2020 (dont la moitié dans l'intérim), la région a perdu l'équivalent des emplois créés en 2019. Au deuxième trimestre 2020, la perte se poursuit, bien que plus modérée, avec 78 000 emplois en moins. En parallèle, le nombre de demandeurs inscrits à Pôle emploi en

1 L'activité francilienne face à la crise sanitaire : les services plus épargnés que l'industrie et la construction

Résultats de l'enquête menée en Île-de-France auprès des chefs d'entreprise, synthèse par secteur (en %)

Proportion d'entreprises déclarant...	Industrie manufacturière	Construction	Hébergement-restauration	Services marchands aux entreprises	Ensemble
Aucune activité ou faible poursuite pendant le confinement	38	60	83	25	36
Impact très fort ou fort à fin juin	48	34	88	33	38
Résorption de l'impact en 2020	16	27	8	21	20
Baisse de plus de 20 % du chiffre d'affaires à fin juin	45	29	86	29	33

Source : Banque de France, enquête auprès des chefs d'entreprise.

catégorie A a bondi de 27,8 % entre février et avril 2020 pour s'établir à 834 090 fin avril 2020, son plus haut niveau depuis le début du suivi statistique en 1996. Fin juin 2020, le nombre de demandeurs d'emploi redescend légèrement, à 791 920, mais l'ampleur du choc reste considérable : entre le premier et le deuxième trimestre, la demande d'emploi croît de manière inédite de 21,8 %.

Le taux de chômage sur les deux premiers trimestres de 2020 ne reflète pas, pour des raisons de définition, l'ampleur de la crise sociale : - 0,7 point au deuxième trimestre après - 0,1 point au premier trimestre. En effet, de nombreux chômeurs potentiels n'ont pu être comptés comme tels, n'étant pas en mesure d'effectuer des recherches actives d'emploi du fait des mesures de confinement. Par conséquent, le halo du chômage (*Définitions*) augmente fortement : + 48 % au niveau national au cours du premier semestre 2020.

Presque tous les secteurs d'activité sont impactés pendant le confinement

Au cours des semaines de confinement, de nombreuses entreprises françaises ont été impactées, et ce dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des services marchands aux entreprises.

Dans le secteur de la construction, six entreprises franciliennes sur dix (*figure 1*) n'ont pas pu poursuivre leur activité pendant le confinement ; 6 % seulement ont conservé une activité complète. Fin mars, l'Île-de-France a concentré ainsi plus de la moitié des pertes d'emplois du BTP au niveau national. Environ 2 900 emplois de ce secteur ont été détruits au premier trimestre 2020 (contre 5 200 emplois sur l'ensemble de la France).

L'hébergement-restauration fait également partie des secteurs les plus sévèrement touchés dans la région. Plus de huit entreprises de ce secteur sur dix ont dû cesser leur activité pendant le confinement.

Les entreprises franciliennes de l'industrie manufacturière ont, elles aussi, davantage réduit voire stoppé leur activité pendant le confinement (38 %), du fait notamment de fermetures plus nombreuses de sites pour mise aux normes sanitaires et de capacités de production largement sous-utilisées.

Dans le contexte de diminution de la demande mondiale, l'industrie francilienne est nettement fragilisée par une orientation plus importante à l'exportation, ainsi que par le poids des filières automobiles et aéronautiques particulièrement en difficulté. Signe de cette moindre activité industrielle, la consommation d'électricité par les sites industriels franciliens reste inférieure d'environ 5 points à celle mesurée sur l'ensemble de la France, non seulement à la fin du confinement mais aussi pendant toutes les semaines suivantes (*figure 2*).

Concernant le trafic routier de marchandises, la circulation en semaine des poids lourds a fortement diminué en Île-de-France au moment du confinement (- 45 % contre - 30 % en France), illustrant la plus forte baisse de l'activité économique et commerciale de la région.

Une meilleure résistance des services marchands aux entreprises

Le secteur des services marchands aux entreprises, bénéficiant des possibilités offertes par le télétravail notamment, paraît moins touché par la crise. Ainsi, les trois

quarts des entreprises franciliennes ont pu poursuivre leur activité, un niveau plus élevé que dans les autres secteurs. Au sein des services, l'activité des secteurs de l'information et la communication a néanmoins été davantage ralentie en Île-de-France que dans les autres régions. Ce secteur comprend en effet la production cinématographique, davantage représentée en Île-de-France.

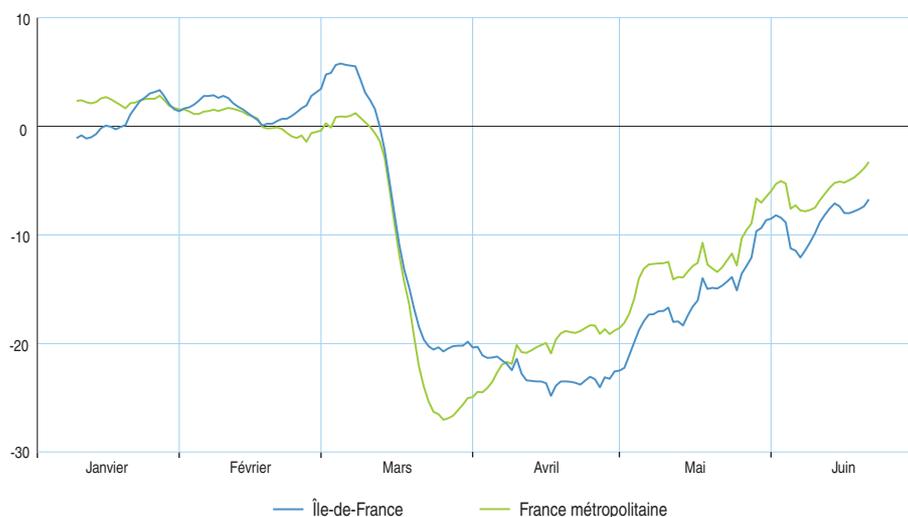
Une baisse plus importante des transactions bancaires en lien avec la moindre consommation domestique des Franciliens

L'économie francilienne a enfin été pénalisée par une faible consommation domestique, en partie en raison d'une diminution de la population parisienne (touristes compris) d'environ 450 000 personnes (- 20 %) pendant le confinement, dont près de la moitié (208 000 résidents, - 9,2 %) concerne des départs de Parisiens vers le reste de la région ou la province.

Au début du confinement, le volume des transactions par carte bancaire a ainsi chuté lourdement, davantage qu'en France :

2 La consommation électrique : un indicateur de l'impact de la crise sanitaire sur l'industrie francilienne

Écart des niveaux de consommation dans l'industrie par rapport au niveau moyen (en %), moyennes mobiles sur 7 jours



Lecture : la méthode mobilisée ici permet de corriger les séries des effets des jours ouvrés, des variations de températures, et des mois. À l'aide d'une régression linéaire effectuée sur la période « pré-pandémie » (du 1^{er} janvier 2019 au 20 février 2020), on estime une valeur prédite de consommation pour chaque jour. Le graphique représente l'écart en pourcentage entre la valeur observée et la valeur prédite, c'est-à-dire la consommation à laquelle on pouvait s'attendre toutes choses égales par ailleurs.

Sources : Enedis (industrie, points de soutirage > 36kVA), RTE, calculs Insee.

- 48 % par rapport à la semaine précédant ces mesures (contre - 40 % en France métropolitaine). Par la suite, le niveau des transactions bancaires est resté inférieur de 6 à 12 points au niveau national (figure 3). Au début du déconfinement, cet écart tend même à s'accroître, le redémarrage de l'économie ayant été freiné par les mesures plus restrictives appliquées en Île-de-France encore classée en zone rouge.

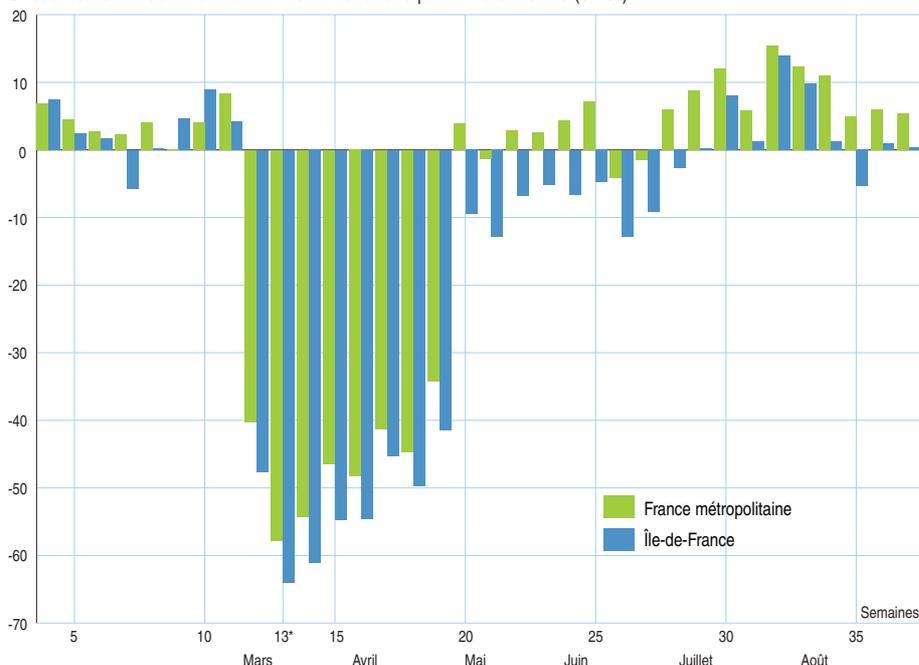
Depuis la fin du confinement, la reprise économique francilienne est globalement plus timide

En Île-de-France, le redressement post-confinement paraît plus lent que dans les autres régions. Ainsi, 38 % des chefs d'entreprise franciliens interrogés considèrent encore que l'impact de la situation sanitaire sur leur activité à la fin juin est sévère. Ce point de vue est davantage partagé dans le secteur de l'industrie où 48 % des chefs d'entreprise estiment que l'impact de la crise sanitaire est encore élevé à la fin du mois de juin. Dans ce secteur, le niveau d'activité est évalué, en juin, à 80 % de la normale, légèrement en deçà du niveau national (figure 4). Les services marchands se retrouvent dans une situation similaire. En particulier, dans le secteur de l'information-communication, le niveau d'activité est estimé à 84 % de la normale contre 89 % pour l'ensemble de la France métropolitaine.

La reprise de l'activité est toutefois vigoureuse dans le BTP : dès juin, elle est revenue à un niveau équivalent d'avant la crise sanitaire, supérieur à celui observé en France métropolitaine (+ 12 points). Toutefois, les retards pris concernant les grands chantiers d'infrastructure autour du Grand Paris Express pourraient être difficiles à rattraper. La situation est beaucoup plus critique en revanche dans l'hébergement-restauration. Dans ce secteur, près de neuf hôteliers et restaurateurs sur dix jugent que fin juin, l'impact du confinement est toujours fort ou très fort. Au mois de juin, la reprise d'activité dans ce secteur est plus poussive qu'en province, avec un niveau d'activité estimé à seulement un tiers de la normale (contre 46 % en France métropolitaine). Cette estimation tient à plusieurs raisons. D'une part, les réouvertures des hôtels et restaurants sont intervenues plus tardivement du fait d'une circulation encore vive du virus en Île-de-France. D'autre part, la population n'est que très partiellement revenue dans la région au début du déconfinement en raison des restrictions de circulation : à Paris, entre le 11 et le 31 mai, 56 000 personnes - dont 4 000 sont des résidents habituels - seulement sont revenues. Les résidents parisiens de retour de confinement représentent donc moins de 2 % de ceux partis en mars.

3 La consommation en Île-de-France peine à retrouver son niveau d'avant la crise

Glissements annuels du montant de transactions par carte bancaire (en %)



* La semaine 13 est la première semaine de confinement complète.

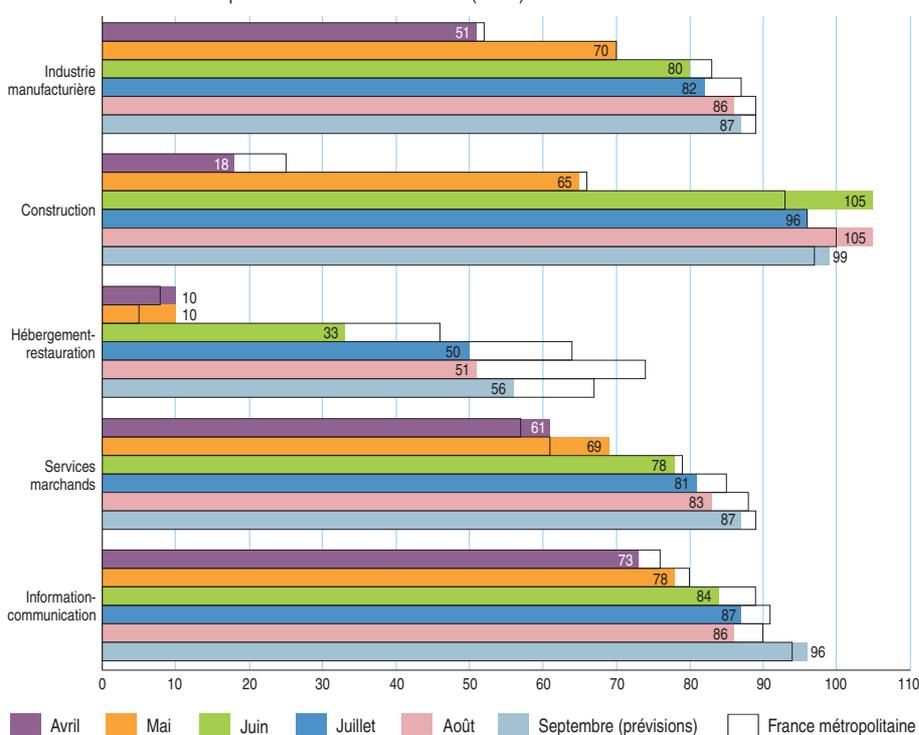
Lecture : le glissement annuel des montants de transactions par carte bancaire est l'écart relatif entre le total des transactions observé sur une semaine donnée de l'année 2020 et celui de la même semaine en 2019. Par exemple, entre 2019 et 2020 en Île-de-France, le montant des transactions par carte bancaire en semaine 13 a diminué de 64 %.

Champ : hors transactions électroniques.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee.

4 Les chefs d'entreprise franciliens plus pessimistes que la moyenne nationale quant aux anticipations de reprise, notamment dans l'hébergement-restauration

Niveaux d'activité estimés par secteur en Île-de-France (en %)



Source : Banque de France, enquête auprès des chefs d'entreprise.

Enfin, autre frein à la consommation locale, l'absence quasi totale de la clientèle touristique étrangère a pénalisé, nettement plus fortement qu'ailleurs, la région francilienne. Il en est de même pour la clientèle d'affaires de passage avec le développement du télétravail et l'absence

de séminaires, salons ou événements professionnels.

Au-delà du secteur de l'hébergement et de la restauration, c'est l'ensemble de la consommation domestique qui reste en retrait. Durant la dernière semaine de juin, le montant des paiements par carte bancaire dans la

région diminue de près de 5 % par rapport à l'année précédente (contre une hausse de 7 % pour l'ensemble du territoire).

À l'échelle nationale, une reprise plus rapide que prévu...

Le déconfinement a permis à l'économie française de se redresser assez nettement au deuxième trimestre. À l'échelle nationale, le PIB a néanmoins chuté de 13,8 % par rapport au premier trimestre (après une baisse de 5,9 %). À la fin août, la perte moyenne d'activité constatée était de 5 % par rapport à la normale.

À cette date, un tiers des entreprises françaises ont déclaré avoir déjà retrouvé un niveau d'activité normal. En fin d'année 2020, elles seraient plus de la moitié dans ce cas. En outre, 17 % des entreprises retrouveraient leur niveau d'activité d'avant-crise dans le courant de l'année 2021 et 9 % en 2022 ou plus tard. Les perspectives des chefs d'entreprise sont marquées par une

forte incertitude : près de 23 % des dirigeants interrogés préfèrent ne pas se prononcer sur une date de retour à la normale.

Selon les estimations de l'Insee, le rebond du PIB serait de 16 % au troisième trimestre, puis nul au quatrième trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2020, il diminuerait alors d'environ 9 % par rapport à 2019. Le taux de chômage grimperait à 9,7 % au quatrième trimestre 2020 (+ 1,6 point en un an). Mais cette évaluation repose sur une maîtrise de l'épidémie au dernier trimestre.

Des mesures de grande ampleur ont été adoptées pour limiter l'impact de la crise : les revenus de la plupart des ménages ont été relativement préservés, les conduisant pendant le confinement à une épargne forcée mais ensuite au soutien de la consommation finale.

Sur l'ensemble de la France, le déconfinement s'est accompagné d'une augmentation des achats par carte bancaire, en raison en

partie du report des achats non réalisés pendant le confinement.

... mais plus lente en Île-de-France à la rentrée

En Île-de-France, la reprise moins nette observée à l'issue du confinement se confirme dans les mois suivants, en lien avec les difficultés rencontrées dans certains des secteurs les plus spécifiques de la région (tourisme, culture, filière automobile et aéronautique).

Au cours du troisième trimestre, malgré une hausse des transactions bancaires, l'écart avec la France métropolitaine reste conséquent.

Dans l'industrie, d'après les chefs d'entreprise, les niveaux de carnets de commandes ne se sont pas suffisamment élevés ; les renouvellements d'ordre sont difficiles, en l'absence de salons professionnels notamment. La clientèle étrangère et celle d'affaires manquent aux musées et aux lieux de spectacles, ainsi qu'aux hôtels et restaurants, certains préférant ne pas rouvrir.

À la fin du mois d'août, la reprise est, par conséquent, toujours moins perceptible en Île-de-France comparée à la moyenne nationale, mis à part dans le secteur de la construction.

Dans la région, un chef d'entreprise sur cinq pense résorber l'effet de la crise d'ici la fin de l'année 2020, avec une proportion plus importante dans la construction. Néanmoins, encore 16 % des entreprises pensent que la crise ne sera pas résorbée avant 2021. Dans l'industrie et l'hébergement-restauration, la proportion est plus importante (respectivement 20 % et 40 %). Mais l'incertitude demeure et plus du quart des entreprises ne se prononcent pas sur une date de sortie.

Même si les prévisions des chefs d'entreprise demeurent prudentes et parfois réservées, la baisse du chiffre d'affaires estimé à fin juin pourrait être supérieure à 20 % pour 33 % des entreprises franciliennes. Cette part s'élèverait même à 86 % dans l'hébergement-restauration.

Les incertitudes autour d'une deuxième vague de l'épidémie s'accompagnant de mesures restrictives qui pourraient être prises pour la contenir vont très certainement peser sur le climat économique au dernier trimestre. ■

Sources

Les données sur la rentabilité sont issues de la base Fichier Bancaire des Entreprises (FIBEN) de la Banque de France.

Les données sur l'impact de la crise sont issues des résultats d'une enquête en ligne menée par la Banque de France au cours de l'été.

Les données sur le niveau d'activité estimé sont extraites d'une enquête réalisée par la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises ou d'établissements de l'industrie, des services marchands et de la construction. Elles reposent sur des enquêtes mensuelles de tendance (trimestrielles pour la construction). Les informations sont recueillies via des entretiens avec les chefs d'entreprise.

Les données de consommation électrique dans l'industrie sont issues des données RTE (Réseau de transport d'électricité) et Enedis pour le réseau de distribution, sur le champ des clients industriels souscrivant une puissance de 36 kVA ou plus, ce qui correspond aux sites avec une forte consommation électrique.

Les données agrégées utilisées dans cette fiche proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données nationales (voir Point de conjoncture du 7 mai 2020, p.21).

Définitions

Taux de rentabilité nette : rapport entre le résultat net comptable et le chiffre d'affaires hors taxes.

Halo du chômage : personnes considérées comme inactives au sens du Bureau International du Travail, et qui ne sont donc pas comptabilisées parmi les chômeurs alors qu'elles souhaitent un emploi.

Pour en savoir plus

- Deheeger S., Druelle S., Martin J.-Ph., Trinquier B., « L'économie francilienne toujours fortement impactée par la crise sanitaire au deuxième trimestre », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 31, octobre 2020.
- Points de conjoncture 2020, Insee, depuis fin mars 2020.
- « La conjoncture en Île-de-France », *Tendances régionales*, Banque de France, enquêtes mensuelles, août 2020.
- « Bilan économique Île-de-France - 2019 : année de référence pour l'économie francilienne dans un contexte de crise sanitaire », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 29, juin 2020.